

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS	ANNONCES ET AVIS DIVERS									
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	<table> <tr> <th data-bbox="478 448 766 481"></th><th data-bbox="766 448 893 481">VOIE NORMALE</th><th data-bbox="893 448 1085 481">VOIE AERIENNE</th></tr> <tr> <td data-bbox="478 481 766 515"></td><td data-bbox="766 481 893 515">Six mois Un an</td><td data-bbox="893 481 1085 515">Six mois Un an</td></tr> <tr> <td data-bbox="478 515 766 560">Sénégal et autres Etats de la CEDEAO .....</td><td data-bbox="766 515 893 560">15.000f 31.000f.</td><td data-bbox="893 515 1085 560">- -</td></tr> </table>		VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE		Six mois Un an	Six mois Un an	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO .....	15.000f 31.000f.	- -	La ligne ..... 1.000 francs Chaque annonce répétée ... Moitié prix
	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE									
	Six mois Un an	Six mois Un an									
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO .....	15.000f 31.000f.	- -									
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).									
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f Prix du numéro ..... Année courante 600 f Année ant. 700f. Par la poste : ..... Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé ..... 900 f - Par la poste -	Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81									

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### LOI

2015  
18 décembre . Loi n° 2015-23 portant loi de finances pour l'année 2016 ..... 63

#### PARTIE OFFICIELLE

#### LOI

#### Loi n° 2015-23 du 18 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 11 décembre 2015;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### PREMIERE PARTIE :

#### CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE

#### TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

#### A - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article premier. - *Evaluation et autorisation de perception des ressources.*

I - La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2016 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II - Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2016, à la somme de 2.490.640.000.000 FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III - Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2016, à la somme de 434.000.000.000 FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV - Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.924.640.000.000 FCFA.

## B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

### Article 2. - Evaluation des charges

Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2016, à la somme de 2.924.640.000.000 FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi.

## TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

### Article 3. - Equilibre général du Budget

I - Pour l'année 2016, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

II - Pour l'année 2016, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 1.023.900.000.000 FCFA. Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

En millions de FCFA

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
<b>1 - BUDGET GENERAL</b>				
<b>A - Ressources internes</b>		<b>A - Dépenses sur ressources internes</b>		
Recettes fiscales	1 721 000	Dette publique	595 640	
Recettes non fiscales	113 000	Dépenses de personnel	538 188	
Recettes Exceptionnelles	63 740	Autres dépenses courantes	745 812	
Remboursements Prêts et avances	3 000	Dépenses en capital sur ressources internes	611 000	
Dons budgétaires	58 000			
Emprunts	531 900			
<b>Total ressources internes</b>	<b>2 490 640</b>	<b>Total dépenses sur ressources internes</b>	<b>2 490 640</b>	<b>0</b>
<b>B - Ressources externes</b>		<b>B - Dépenses sur ressources externes</b>		
Tirage Dons et emprunts	434 000	Dépenses en capital sur ressources externes	434 000	
<b>Total B</b>	<b>434 000</b>	<b>Total B</b>	<b>434 000</b>	
<b>TOTAL I= (A + B)</b>	<b>2 924 640</b>	<b>TOTAL I = (A + B)</b>	<b>2 924 640</b>	<b>0</b>
<b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
Recettes	97 750	Dépenses	97 750	0
<b>TOTAL RESSOURCES=(1+2)</b>	<b>3 022 390</b>	<b>TOTAL CHARGES=(1+2)</b>	<b>3 022 390</b>	<b>0</b>

**DEUXIEME PARTIE :****MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES****TITRE PREMIER. - MOYENS DES SERVICES****A - BUDGET GENERAL****A-1 DEPENSES COURANTES****Article 4. - Services votés**

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2016, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de 1 826 727 489 000 FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	595 640 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	536 398 194 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	335 878 551 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	358 810 744 000 francs CFA

**Article 5. - Mesures nouvelles**

Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2016, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 52.912.798.000 FCFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	1 790 093 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	17 810 716 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	33 311 989 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.

**A-2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT****Article 6. - Dépenses en capital sur ressources internes**

I - Il est ouvert pour l'année 2016, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 611.000.000.000 FCFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	162 331 713 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	448 668 287 000 francs CFA

II - Il est ouvert pour la loi de finances 2016, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 6.274.955.000.000 FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

**Article 7. - Dépenses en capital sur ressources externes**

I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), de la loi de finances pour l'année 2016, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 434.000.000.000 FCFA ainsi réparties :

- Emprunt	230 000 000 000 francs CFA
- Subvention	204 000 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 5.725.931.000.000 FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	4 254 541 000 000 francs CFA
- Subvention	1 471 390 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5bis jointe à la présente loi.

## B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

## B-1 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

## Article 8. -

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale de la loi de finances pour l'année 2016 sont évaluées à 78.650.000.000 FCFA.

II - Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 78.650.000.000 de FCFA.

III - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

Article 9. - *Autorisation de report*

Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2016, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte " Fonds national de Retraite.

## B-2 - COMPTES DE COMMERCE

## Article 10. -

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce de la loi de finances pour l'année 2016 sont évaluées à 150.000.000 FCFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2016, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.

III- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 50 000 000 FCFA.

## B-3 - COMPTES DE PRETS.

## Article 11. -

I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2016, sont évaluées à 17.650.000.000 FCFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2016, s'élèvent à 17.650.000.000 FCFA.

## B-4 - COMPTES D'AVANCES.

## Article 12. -

I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 FCFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2016, s'élèvent à 800.000.000 FCFA.

## B-5- Affectations comptables

## Article 13. -

Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 97.750.000.000 FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.

Les charges des Comptes Spéciaux du Trésor de la loi de finances pour l'année 2016 sont évaluées à la somme de 97.750.000.000 FCFA.

TITRE II. - *DISPOSITIONS DIVERSES*Article 14. - *Taxes parafiscales*

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2016.

Article 15. - *Crédits évaluatifs*

Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7.

Article 16. - *Respect des règles organisant les dépenses publiques*

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.



Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

#### Article 17. - *Autorisation de régulation des dépenses*

Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.

#### Article 18. - *Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor*

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

#### Article 19. - *Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)*

Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).

Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Sont exonérés de la CSMC :

- les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;

- les exportations de ciment.

La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;

- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;

- dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.

Le fait générateur de la CSMC est constitué :

- pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

- pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal ;

- pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :

- o 4% pour l'année 2014 ;
- o 3% pour l'année 2015 ;
- o 2% à partir de l'année 2016.

- Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC.

#### Article 20. - *Prélèvement au profit du financement de la formation professionnelle et technique*

Il est autorisé, à partir de l'année financière 2016 et sur le produit de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE), en sus du prélèvement de 5% affecté à l'Office national de la Formation professionnelle, ainsi que du prélèvement de 5% affecté au Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique, un prélèvement complémentaire de 15% destiné au financement de la formation professionnelle.

Les modalités de répartition de ce prélèvement complémentaire de 15% seront précisées par décret.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 18 décembre 2015

Macky SALL.

Par le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*  
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

## ANNEXE 1

## Prévisions des recettes du Budget général

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2015	RÉALISATIONS AU 31 AOUT 2015	PREVISIONS LFI 2016	ECARTS LFI 2016-2015	TAUX ECART
<b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital .....	187 500 000 .....	178 400 000 .....	201 300 000 .....	13 800 000 .....	7,36%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations .....	274 000 000 .....	171 340 000 .....	305 600 000 .....	31 600 000 .....	11,53%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement) .....	24 600 000 .....	16 000 000 .....	25 000 000 .....	400 000 .....	1,63%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU) .....	600 000 .....	210 000 .....	600 000 .....	0 .....	
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS .....</b>	<b>486 700 000 .....</b>	<b>365 950 000 .....</b>	<b>532 500 000 .....</b>	<b>45 800 000 .....</b>	<b>9,41%</b>
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services .....	801 700 000 .....	433 262 000 .....	849 000 000 .....	47 300 000 .....	5,90%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement .....	37 300 000 .....	43 400 000 .....	32 600 000 .....	-4 700 000 .....	-12,60%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation .....	242 800 000 .....	122 400 000 .....	244 000 000 .....	1 200 000 .....	0,49%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales**** .....	33 200 000 .....	30 531 000 .....	62 900 000 .....	29 700 000 .....	89,46%
<b>TOTAL IMPÔTS INDIRECTS .....</b>	<b>1 115 000 000 .....</b>	<b>629 593 000 .....</b>	<b>1 188 500 000 .....</b>	<b>73 500 000 .....</b>	<b>6,59%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES .....</b>	<b>1 601 700 000 .....</b>	<b>995 543 000 .....</b>	<b>1 721 000 000 .....</b>	<b>119 300 000 .....</b>	<b>7,45%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine .....	17 000 000 .....	16 189 000 .....	25 800 000 .....	8 800 000 .....	51,76%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs .....	100 000 .....	1 600 000 .....	100 000 .....	0 .....	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires .....	100 000 .....	100 000 .....	100 000 .....	0 .....	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers .....	51 900 000 .....	48 050 000 .....	76 200 000 .....	24 300 000 .....	46,82%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales .....	8 900 000 .....	9 342 000 .....	10 800 000 .....	1 900 000 .....	21,35%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES .....</b>	<b>78 000 000 .....</b>	<b>75 281 000 .....</b>	<b>113 000 000 .....</b>	<b>35 000 000 .....</b>	<b>44,87%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES .....</b>	<b>1 679 700 000 .....</b>	<b>1 070 824 000 .....</b>	<b>1 834 000 000 .....</b>	<b>154 300 000 .....</b>	<b>9,19%</b>
074 - DONS PROGRAMMES .....	35 000 000 .....	7 200 000 .....	58 000 000 .....	23 000 000 .....	65,71%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES*** .....	84 000 000 .....	87 565 716 .....	63 740 000 .....	-20 260 000 .....	-24,12%

## ANNEXE 1

## Prévisions des recettes du Budget général

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2015	RÉALISATIONS AU 31 AOUT 2015	PREVISIONS LFI 2016	ECARTS LFI 2016-2015	TAUX ECART
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRÊTS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	146 781 000	82 170 000	126 593 000	-20 188 000	-13,75%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	38 000 000	29 500 000	73 000 000	35 000 000	92,11%
017 AUTRES EMPRUNTS****	385 301 000	236 100 000	332 307 000	-52 994 000	-13,75%
Total emprunts	570 082 000	347 770 000	531 900 000	-38 182 000	-6,70%
<b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>692 082 000</b>	<b>442 535 716</b>	<b>656 640 000</b>	<b>-35 442 000</b>	<b>-5,12%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14 - 16 et 17)</b>	<b>2 371 782 000</b>	<b>1 513 359 716</b>	<b>2 490 640 000</b>	<b>118 858 000</b>	<b>5,01%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	194 000 000	31 407 000	204 000 000	10 000 000	5,15%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	211 000 000	36 366 000	230 000 000	19 000 000	9,00%
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)</b>	<b>405 000 000</b>	<b>67 773 000</b>	<b>434 000 000</b>	<b>29 000 000</b>	<b>7,16%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 776 782 000</b>	<b>1 581 132 716</b>	<b>2 924 640 000</b>	<b>147 858 000</b>	<b>5,32%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>92 250 000</b>		<b>97 750 000</b>	<b>5 500 000</b>	<b>5,96%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b>	<b>2 869 032 000</b>	<b>1 581 132 716</b>	<b>3 022 390 000</b>	<b>153 358 000</b>	<b>5,35%</b>

**ANNEXE 2**  
**COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**

En FCFA

LIBELLE	RECETTES	DEPENSES
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>		
Fonds National de retraite .....	77 000 000 000 .....	77 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies .....	200 000 000 .....	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes .....	950 000 000 .....	950 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique .....	500 000 000 .....	500 000 000
s/total .....	78 650 000 000 .....	78 650 000 000
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>		
Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées .....	150 000 000 .....	150 000 000
s/total .....	150 000 000 .....	150 000 000
<b>COMPTES DE PRETS</b>		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj. ....		
prêts aux Collectivités locales .....	800 000 000 .....	800 000 000
prêts à divers organismes .....	850 000 000 .....	850 000 000
prêts à divers particuliers .....	16 000 000 000 .....	16 000 000 000
s/total .....	17 650 000 000 .....	17 650 000 000
<b>COMPTES D'AVANCES</b>		
Avance à 1 an aux collectivités locales .....	800 000 000 .....	800 000 000
s/total .....	800 000 000 .....	800 000 000
<b>COMPTE DE GARANTIE ET AVAL</b>		
garantie et aval .....	500 000 000 .....	500 000 000
s/total .....	500 000 000 .....	500 000 000
<b>RECAPITULATION GENERALE</b>		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE .....	75 650 000 000 .....	75 650 000 000
COMPTES DE COMMERCE .....	150 000 000 .....	150 000 000
COMPTES DE PRÊTS .....	17 650 000 000 .....	17 650 000 000
COMPTES D'AVANCES .....	800 000 000 .....	800 000 000
COMPTE DE GARANTIE ET AVAL .....	500 000 000 .....	500 000 000
<b>TOTAL .....</b>	<b>97 750 000 000 .....</b>	<b>97 750 000 000</b>

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
<b>10 Dette Publique</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses .....	598 010 000 000	595 640 000 000
<b>Total Dette Publique .....</b>	<b>598 010 000 000</b>	<b>595 640 000 000</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE.....</b>	<b>598 010 000 000</b>	<b>595 640 000 000</b>
<b>Total Général Section 10 .....</b>	<b>598 010 000 000</b>	<b>595 640 000 000</b>
<b>21 Présidence de la République</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement .....		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel.....	7.231.946.320	7.384 042 300
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement .....	9.488.045.000	9 089 969 000
Titre 4 - 21 Transferts courants .....	19.019.857.000	18 014 857 000
<b>Total Budget de Fonctionnement.....</b>	<b>35.732.848.320</b>	<b>34 488 868 300</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>35.732.848.320</b>	<b>34 488 868 300</b>
<b>Total Général Section 21 .....</b>	<b>35.732.848.320</b>	<b>34 488 868 300</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel.....	8 695 143 520	0
Titre 4 - 22 Transferts courants .....	4.934.506.000	13.634.506.000
<b>Total Budget de Fonctionnement.....</b>	<b>13.629.649.520</b>	<b>13.643.506.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>13.629.649.520</b>	<b>13.643.506.000</b>
<b>Total Général Section 22 .....</b>	<b>13.629.649.520</b>	<b>13.643.506.000</b>
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement .....		
Titre 4 - 23 Transferts courants .....	1.600.983.000	1.600.983.000
<b>Total Budget de Fonctionnement.....</b>	<b>1.600.983.000</b>	<b>1.600.983.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>1.600.983.000</b>	<b>1.600.983.000</b>
<b>Total Général Section 23 .....</b>	<b>1.600.983.000</b>	<b>1.600.983.000</b>
<b>24 Conseil Economique, Social et Environnemental</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel.....	6.851.874.724	0
Titre 4 - 24 Transferts courants .....	2.002.087.000	8.802.087.000
<b>Total Budget de Fonctionnement.....</b>	<b>8.853.961.724</b>	<b>8.802.087.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>8.853.961.724</b>	<b>8.802.087.000</b>
<b>Total Général Section 24 .....</b>	<b>8.853.961.724</b>	<b>8.802.087.000</b>



## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

(ne tient pas compte des 551)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
25 Conseil Constitutionnel		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel .....	246.868.200	230.794.900
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement .....	110.830.000	0
Titre 4 - 25 Transferts courants .....	500.000	111.330.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>358.198.200</b>	<b>342.124.900</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>358.198.200</b>	<b>342.124.900</b>
<b>Total Général Section 25 .....</b>	<b>358.198.200</b>	<b>342.124.900</b>
26 OFNAC		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel .....	0	399.851.000
Titre 4 - 26 Transferts courants .....	0	1.000.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>0</b>	<b>1.399.851.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>0</b>	<b>1.399.851.000</b>
<b>Total Général Section 26 .....</b>	<b>0</b>	<b>1.399.851.000</b>
27 Cour suprême		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel .....	906.014.620	1.040.862.760
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement .....	769.403.000	0
Titre 4 - 27 Transferts courants .....	1.660.000	771.063.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>1.677.077.620</b>	<b>1.811.925.760</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.677.077.620</b>	<b>1.811.925.760</b>
<b>Total Général Section 27 .....</b>	<b>1.677.077.620</b>	<b>1.811.925.760</b>
28 Cour des Comptes		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement .....		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel .....	851.379.520	876.046.440
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement .....	242.879.000	0
Titre 4 - 28 Transferts courants .....	900.000.000	1.142.879.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>1.994.258.520</b>	<b>2.018.955.440</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>1.994.258.520</b>	<b>2.018.955.440</b>
<b>Total Général Section 28 .....</b>	<b>1.994.258.520</b>	<b>2.018.955.440</b>

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel .....	1.287.465.400	2.468.005.000
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement .....	3.143.224.000	3.280.566.000
Titre 4 - 30 Transferts courants .....	4.260.700.000	4.579.660.000
Total Budget de Fonctionnement.....	8.691.389.400	10.328.231.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>8.691.389.400</b>	<b>10.328.231.000</b>
Total Général Section 30.....	8.691.389.400	10.328.231.000
31 Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Exterieur		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel .....	16.895.589.720	24.897.611.360
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement .....	21.329.298.000	20.744.486.000
Titre 4 - 31 Transferts courants .....	5.710.634.000	5.882.381.000
Total Budget de Fonctionnement.....	43.935.521.720	51.524.478.360
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>43.935.521.720</b>	<b>51.524.478.360</b>
Total Général Section 31.....	43.935.521.720	51.524.478.360
32 Ministère des Forces armées		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel .....	71.310.135.900	78.994.085.280
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement .....	22.389.975.000	22.589.975.000
Titre 4 - 32 Transferts courants .....	2.359.687.000	2.599.687.000
Total Budget de Fonctionnement.....	96.059.797.900	104.183.747.280
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>96.059.797.900</b>	<b>104.183.747.280</b>
Total Général Section 32.....	96.059.797.900	104.183.747.280
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel .....	34.523.116.600	35.813.192.360
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement .....	6.250.075.000	5.278.419.000
Titre 4 - 33 Transferts courants .....	4.000.000.000	10.400.000.000
Total Budget de Fonctionnement.....	44.773.191.600	51.491.611.360
<b>TOTAL BUDGET GENERAL .....</b>	<b>44.773.191.600</b>	<b>51.491.611.360</b>
Total Général Section 33.....	44.773.191.600	51.491.611.360

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel.....	18.214.702.660	18.006.086.420
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement .....	5.291.939.000	5.836.933.000
Titre 4 - 34 Transferts courants .....	1.543.862.000	1.636.372.000
Total Budget de Fonctionnement .....	25.050.503.660	25.539.391.420
TOTAL BUDGET GENERAL.....	25.050.503.660	25.539.391.420
Total Général Section 34 .....	25.050.503.660	25.539.391.420
35 Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des Effectifs et du Renouveau du Service public		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel.....	729.539.880	808.846.360
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement .....	375.089.000	451.789.000
Titre 4 - 35 Transferts courants .....	65.000.000	65.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.169.628.880	1.325.635.360
TOTAL BUDGET GENERAL.....	1.169.628.880	1.325.635.360
Total Général Section 35 .....	1.169.628.880	1.325.635.360
37 Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel .....	944.500.160	852.175.640
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement.....	245.870.000	260.870.000
Titre 4 - 37 Transferts courants .....	269.920.000	269.920.000
Total Budget de Fonctionnement.....	1.460.290.160	1.382.965.640
TOTAL BUDGET GENERAL .....	1.460.290.160	1.382.965.640
Total Général Section 37 .....	1.460.290.160	1.382.965.640
38 Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel.....	162.331.180	176.933.780
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement .....	260.000.000	560.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	422.331.180	736.933.780
TOTAL BUDGET GENERAL.....	422.331.180	736.933.780
Total Général Section 38 .....	422.331.180	736.933.780

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel .....	1.147.614.160	1.211.303.860
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement .....	556.999.000	556.999.000
Titre 4 - 40 Transferts courants .....	183.447.000	3.751.480.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>1.888.060.160</b>	<b>5.519.782.860</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>1.888.060.160</b>	<b>5.519.782.860</b>
<b>Total Général Section 40 .....</b>	<b>1.888.060.160</b>	<b>5.519.782.860</b>
41 Min. Infr. Transp. terrestres et du Désenclavement		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel .....	555.982.020	772.841.700
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement .....	290.231.000	287.231.000
Titre 4 - 41 Transferts courants .....	250.000.000	5.050.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>1.096.213.020</b>	<b>6.110.072.700</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>1.096.213.020</b>	<b>6.110.072.700</b>
<b>Total Général Section 41 .....</b>	<b>1.096.213.020</b>	<b>6.110.072.700</b>
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel .....	1.946.471.740	1.846.844.000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement .....	1.089.753.000	1.079.253.000
Titre 4 - 42 Transferts courants .....	20.607.126.000	29.107.253.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>23.643.350.740</b>	<b>32.033.223.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>23.643.350.740</b>	<b>32.033.223.000</b>
<b>Total Général Section 42 .....</b>	<b>23.643.350.740</b>	<b>32.033.223.000</b>
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel .....	18.986.452.980	19.787.282.900
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement .....	10.528.903.000	12.660.294.000
Titre 4 - 43 Transferts courants .....	5.228.880.000	5.268.880.000
<b>Total Budget de Fonctionnement .....</b>	<b>34.744.235.980</b>	<b>37.716.456.900</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>34.744.235.980</b>	<b>37.716.456.900</b>
<b>Total Général Section 43 .....</b>	<b>34.744.235.980</b>	<b>37.716.456.900</b>

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Énergies renouvelables		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel .....	196.524.060	239.357.700
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement .....	876.784.000	861.534.000
Titre 4 - 44 Transferts courants .....	7.572.681.000	2.572.681.000
Total Budget de Fonctionnement .....	8.645.989.060	3.673.572.700
TOTAL BUDGET GENERAL.....	8.645.989.060	3.673.572.700
Total Général Section 44 .....	8.645.989.060	3.673.572.700
45 Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des Produits locaux et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel .....	1.381.843.820	1.342.994.940
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement .....	275.464.000	268.907.000
Titre 4 - 45 Transferts courants .....	1.480.482.000	1.590.482.000
Total Budget de Fonctionnement .....	3.137.789.820	3.202.383.940
TOTAL BUDGET GENERAL.....	3.137.789.820	3.202.383.940
Total Général Section 45 .....	3.137.789.820	3.202.383.940
46 Ministère du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de vie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel .....	1.224.942.160	1.212.283.520
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement .....	373.321.000	367.371.000
Titre 4 - 46 Transferts courants .....	129.000.000	129.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.727.263.160	1.708.654.520
TOTAL BUDGET GENERAL.....	1.727.263.160	1.708.654.520
Total Général Section 46 .....	1.727.263.160	1.708.654.520
47 Ministère de l'Industrie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel .....	253.485.780	253.485.780
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement .....	202.843.000	200.142.728
Titre 4 - 47 Transferts courants .....	1.226.745.000	1.256.745.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.683.073.780	1.710.373.508
TOTAL BUDGET GENERAL.....	1.683.073.780	1.710.373.508
Total Général Section 47 .....	1.683.073.780	1.710.373.508



## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
49 Min. Tourisme et Transp. aériens		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel .....	471.642.240	414.018.140
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement .....	266.099.000	431.099.000
Titre 4 - 49 Transferts courants .....	986.000.000	2.071.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.723.741.240	2.916.117.140
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>1.723.741.240</b>	<b>2.916.117.140</b>
<b>Total Général Section 49 .....</b>	<b>1.723.741.240</b>	<b>2.916.117.140</b>
50 Ministère de l'Education nationale		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel .....	212.271.959.060	223.721.965.000
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement .....	115.884.697.000	102.841.424.000
Titre 4 - 50 Transferts courants .....	5.009.905.000	5.009.905.000
Total Budget de Fonctionnement .....	333.166.561.060	331.573.294.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>333.166.561.060</b>	<b>331.573.294.000</b>
<b>Total Général Section 50 .....</b>	<b>333.166.561.060</b>	<b>331.573.294.000</b>
52 Ministère des Sports		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement .....		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel .....	1.045.813.540	1.080.149.840
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement .....	1.587.777.000	1.963.277.000
Titre 4 - 52 Transferts courants .....	500.275.000	500.275.000
Total Budget de Fonctionnement .....	3.133.865.540	3.543.701.840
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>3.133.865.540</b>	<b>3.543.701.840</b>
<b>Total Général Section 52 .....</b>	<b>3.133.865.540</b>	<b>3.543.701.840</b>
53 Ministère de la Culture et de la Communication		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel .....	982.448.520	971.705.000
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement .....	346.868.000	343.368.000
Titre 4 - 53 Transferts courants .....	6.143.776.000	7.073.201.000
Total Budget de Fonctionnement .....	7.473.092.520	8.388.274.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>7.473.092.520</b>	<b>8.388.274.000</b>
<b>Total Général Section 53 .....</b>	<b>7.473.092.520</b>	<b>8.388.274.000</b>

## ANNEXE 3

## REVALUATIONS DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
54 Ministère de la Santé et de l'Action sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel .....	35.983.860.980	35.218.972.660
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement .....	7.515.597.000	7.515.597.000
Titre 4 - 54 Transferts courants .....	34.123.245.000	36.623.245.000
Total Budget de Fonctionnement .....	77.622.702.980	79.357.814.660
TOTAL BUDGET GENERAL.....	77.622.702.980	79.357.814.660
Total Général Section 54 .....	77.622.702.980	79.357.814.660
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel .....	1.285.210.660	1.331.130.660
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement .....	561.209.000	646.209.000
Titre 4 - 55 Transferts courants .....	1.499.900.000	1.499.900.000
Total Budget de Fonctionnement .....	3.346.319.660	3.477.239.660
TOTAL BUDGET GENERAL.....	3.346.319.660	3.477.239.660
Total Général Section 55 .....	3.346.319.660	3.477.239.660
56 Ministère de l'Environnement et du Développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel .....	4.931.463.440	4.846.322.080
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement .....	3.315.231.000	3.456.728.000
Titre 4 - 56 Transferts courants .....	1.101.290.000	544.697.000
Total Budget de Fonctionnement .....	9.347.984.440	8.847.747.080
TOTAL BUDGET GENERAL.....	9.347.984.440	8.847.747.080
Total Général Section 56 .....	9.347.984.440	8.847.747.080
58 Ministère Femme, de la Famille et l'Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel .....	1.191.672.300	1.369.742.060
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement .....	563.575.000	563.575.000
Titre 4 - 58 Transferts courants .....	1.096.494.000	1.096.494.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.851.741.300	3.029.811.060
TOTAL BUDGET GENERAL.....	2.851.741.300	3.029.811.060
Total Général Section 58 .....	2.851.741.300	3.029.811.060

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel .....	7.048.179.440	7.017.209.000
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement .....	7.381.165.000	5.439.640.000
Titre 4 - 59 Transferts courants .....	1.864.685.000	1.431.885.000
Total Budget de Fonctionnement .....	16.294.029.440	13.888.734.000
TOTAL BUDGET GENERAL.....	16.294.029.440	13.888.734.000
Total Général Section 59 .....	16.294.029.440	13.888.734.000
60 Charges non réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel .....	45.265.701.116	56.591.856.360
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement .....	133.643.157.000	124.055.600.000
Titre 4 - 60 Transferts courants .....	91.585.212.000	46.271.010.000
Total Budget de Fonctionnement .....	270.494.070.116	226.918.466.360
TOTAL BUDGET GENERAL.....	270.494.070.116	226.918.466.360
Total Général Section 60 .....	270.494.070.116	226.918.466.360
62 Ministère de l'Elevage et des Productions animales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel .....	1.802.197.060	1.780.481.000
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement .....	909.215.000	905.715.000
Titre 4 - 62 Transferts courants .....	279.596.000	279.596.000
Total Budget de Fonctionnement .....	2.991.008.060	2.965.792.000
TOTAL BUDGET GENERAL.....	2.991.008.060	2.965.792.000
Total Général Section 62 .....	2.991.008.060	2.965.792.000
63 Ministère des Postes et des Télécommunications		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel .....	336.658.040	419.680.040
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement .....	191.096.000	180.456.000
Titre 4 - 63 Transferts courants .....	0	1.300.000.000
Total Budget de Fonctionnement .....	527.754.040	1.900.136.040
TOTAL BUDGET GENERAL.....	527.754.040	1.900.136.040
Total Général Section 63 .....	527.754.040	1.900.136.040

## ANNEXE 3

## Réévaluation des services votés

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2015	Loi de Finances pour l'année 2016
		Réévaluation Services Votés
65 Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel .....	1.332.674.060	1262.923.000
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement .....	259.402.000	259.402.000
Titre 4 - 65 Transferts courants .....	20.613.571.000	22.113.571.000
Total Budget de Fonctionnement .....	22.205.647.060	23.635.896.000
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>22.205.647.060</b>	<b>23.635.896.000</b>
Total Général Section 65 .....	22.205.647.060	23.635.896.000
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel .....	881.468.300	858.474.080
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement .....	238.981.000	238.981.000
Titre 4 - 68 Transferts courants .....	703.822.000	893.822.000
Total Budget de Fonctionnement .....	1.824.271.300	1.991.277.080
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>1.824.271.300</b>	<b>1.991.277.080</b>
Total Général Section 68 .....	1.824.271.300	1.991.277.080
75 Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel .....	490.052.440	563.797.300
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement .....	2.599.972.000	2.520.972.000
Titre 4 - 75 Transferts courants .....	93.255.458.000	107.557.946.000
Total Budget de Fonctionnement .....	96.345.482.440	110.642.715.300
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>96.345.482.440</b>	<b>110.642.715.300</b>
Total Général Section 75 .....	96.345.482.440	110.642.715.300
82 Ministère de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 82 Dépenses de personnel .....	135.073.680	163.765.240
Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement .....	139.970.000	139.569.000
Titre 4 - 82 Transferts courants .....	4.987.078.000	5.337.078.000
Total Budget de Fonctionnement .....	5.262.121.680	5.640.412.240
<b>TOTAL BUDGET GENERAL.....</b>	<b>5.262.121.680</b>	<b>5.640.412.240</b>
Total Général Section 82 .....	5.262.121.680	5.640.412.240
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:.....</b>	<b>1.814.596.000.000</b>	<b>1.826.727.489.000</b>

## ANNEXE 4

## Répartition des mesures nouvelles par institution ou ministère et par titre

Code	Section	Personnel	Fonction- nement	Transferts courants	Total
21	Institutions Présidence de la République	28 556 000	948 335 000	300 000 000	1 276 891 000
25	Conseil Constitutionnel			690 000 000	690 000 000
28	Cour des Comptes	230 018 000		465 000 000	695 018 000
30	Primature		461 320 000	814 000 000	1 275 320 000
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Scénarios de l'Extérieur	258 574 000	1 409 655 000	2 269 000 000	3 937 229 000
32	Ministère des Forces Armées		3 397 339 000	200 000 000	3 597 339 000
33	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	1 362 785 000	2 700 000 000	1 200 000 000	5 262 785 000
34	Ministère de la Justice		1 000 866 000	113 400 000	1 114 266 000
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions		29 000 000		29 000 000
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		5 800 000	100 000 000	105 800 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		98 200 000	1 000 000 000	1 098 200 000
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	45 263 000		263 000 000	308 263 000
44	Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables		6 000 000	640 000 000	646 000 000
45	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PMB		63 700 000		63 700 000
46	Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie		43 500 000	300 000 000	343 500 000
47	Ministère de l'Industrie et des Mines			33 730 000	33 730 000
49	Ministère du Tourisme et des Transports Aériens			2 919 000 000	2 919 000 000
50	Ministère de l'Éducation Nationale		4 155 000 000	700 000 000	4 855 000 000
52	Ministère des Sports	123 471 000	1 000 000 000		1 123 471 000
53	Ministère de la Culture et de la Communication		21 500 000	1 163 000 000	1 184 500 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		485 000 000	1 200 000 000	1 685 000 000
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne		100 000 000	100 000 000	200 000 000
58	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance		30 000 000		30 000 000
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		1 025 000 000		1 025 000 000
60	Charges non Réparties		832 865 000	11 487 430 000	12 320 295 000
62	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales		66 750 000		66 750 000
63	Ministère des Postes et des Télécommunications		100 000 000		100 000 000
65	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire			1 247 429 000	1 247 429 000
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		150 000 000	600 000 000	750 000 000
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		200 000 000	5 776 000 000	5 976 000 000
82	Ministère de la Promotion des Investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat		25 541 000	1 000 000 000	1 025 541 000
	S/TOTAL MINISTÈRES	1 531 519 000	16 401 061 000	31 042 989 000	48 975 569 000
	TOTAL	1 790 093 000	17 810 716 000	33 311 989 000	52 912 798 000



## ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages  
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En milliers FCFA

	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT + CP
	CP	PT	PT	
<b>21. Présidence de la République</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	170.000	1.089.000	436.767	1.695.767
6. Transfert en capital .....	34.310.000	0	0	34.310.000
<b>Total section .....</b>	<b>34.480.000</b>	<b>1.089.000</b>	<b>436.767</b>	<b>36.005.767</b>
<b>22. Assemblée nationale</b>				
6. Transfert en capital .....	500.000	0	0	500.000
<b>Total section .....</b>	<b>500.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>500.000</b>
<b>24. Conseil Economique, Social et Environnemental</b>				
6. Transfert en capital .....	300.000	0	0	300.000
<b>Total section .....</b>	<b>300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>
<b>25. Conseil Constitutionnel</b>				
6. Transfert en capital .....	0	0	0	0
<b>Total section .....</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>27. Cour Suprême</b>				
6. Transfert en capital .....	75.000	0	0	75.000
<b>Total section .....</b>	<b>75.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75.000</b>
<b>28. Cour des Comptes</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	150.000	0	0	150.000
6. Transfert en capital .....	0	0	0	0
<b>Total section : .....</b>	<b>150.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150.000</b>
<b>30. Primature</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	0	1.676.000	5.162.000	6.838.000
6. Transfert en capital .....	42.800.000	0	0	42.800.000
<b>Total section .....</b>	<b>42.800.000</b>	<b>1.676.000</b>	<b>5.162.000</b>	<b>49.638.000</b>
<b>31. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	1.810.000	0	0	1.810.000
6. Transfert en capital .....	2.300.000	0	0	2.300.000
<b>Total section .....</b>	<b>4.110.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.110.000</b>
<b>32. Ministère des Forces armées .....</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	29.254.000	0	0	29.254.000
6. Transfert en capital .....	13.596.932	0	0	13.596.932
<b>Total section .....</b>	<b>42.850.932</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42.850.932</b>
<b>33. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	12.025.000	2.576.000	0	14.601.000
6. Transfert en capital .....	4.820.000	0	0	4.820.000
<b>Total section .....</b>	<b>16.845.000</b>	<b>2.576.000</b>	<b>0</b>	<b>19.421.000</b>
<b>34. Ministère de la Justice</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	2.094.000	0	1.500.000	3.594.000
6. Transfert en capital .....	54.000	0	0	54.000
<b>Total section .....</b>	<b>2.156.862</b>	<b>0</b>	<b>1.500.000</b>	<b>3.648.000</b>
<b>35. Ministère de la Fonction publique, de la Rationalisation des effectifs et du Renouveau du Service public</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat .....	503.000	0	0	503.000
<b>Total section .....</b>	<b>503.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>503.000</b>

## ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages  
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En milliers FCFA

	RESSOURCES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION		
				CP	
37. Ministère du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Instittutions					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	641.000	0	200.000		841.000
6. Transfert en capital.....	0	0	0		0
Total section .....	641.000	0	200.000		841.000
38. Ministère de l'Intégration africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	383.000	0	0		383.000
Total section .....	383.000	0	0		383.000
40. Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	2.143.000	700.000	1.900.000		4.743.000
6. Transfert en capital.....	7.017.000	0	0		7.017.000
Total section .....	9.160.000	700.000	1.900.000		11.760.000
41. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	475.000	54.990.000	6.000.000		61.465.000
6. Transfert en capital.....	126.379.000	0	0		126.379.000
Total section .....	126.854.000	54.990.000	6.000.000		187.844.000
42. Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	3.152.000	45.000.000	53.291.000		101.443.000
6. Transfert en capital.....	40.640.000	0	0		40.640.000
Total section .....	43.792.000	45.000.000	53.291.000		142.083.000
43. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	16.721.578	1.788.000	1.122.678		19.632.256
Transfert en capital .....	36.156.624	0	0		36.156.624
Total section .....	52.878.202	1.788.000	1.122.678		55.788.880
44. Ministère de l'Energie et du Développement des Energies renouvelables					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	67.000	48.046.000	21.578.000		69.691.000
6. Transfert en capital.....	11.360.000	0	0		11.360.000
Total section .....	11.427.000	48.046.000	21.578.000		81.051.000
45. Ministère du Commerce , du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des Produits locaux et des PME					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	460.000	0	4.628.270		5.088.270
6. Transfert en capital .....	2.455.000	0	0		2.455.000
Total section .....	2.915.000	0	4.628.270		7.543.270
46. Ministère du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de vie					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	1.152.000	4.500.000	5.500.000		11.152.000
6. Transfert en capital.....	11.040.000	0	0		11.040.000
Total section .....	12.192.000	4.500.000	5.500.000		22.192.000

## ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages  
par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En milliers FCFA

	RESSOURCES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT			PT
47. Ministère de l'Industrie et des Mines					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	1.400.000	0	400.000		1.800.000
6. Transfert en capital.....	5.610.000	0	0		5.610.000
Total section.....	7.010.000	0	400.000		7.410.000
49. Ministère du Tourisme et des Transports aériens					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	195.000	3.500.000	500.000		4.195.000
6. Transfert en capital.....	12.850.000	0	0		12.850.000
Total section.....	13.045.000	3.500.000	500.000		17.045.000
50. Ministère de l'Education nationale					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	10.245.089	7.555.000	19.000.000		36.800.089
6. Transfert en capital.....	3.680.731	0	0		3.680.731
Total section.....	13.925.820	7.555.000	19.000.000		40.480.820
52. Ministère des Sports					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	4.750.000	0	0		4.750.000
6. Transfert en capital.....	500.000	0	0		500.000
Total section.....	5.250.000	0	0		5.250.000
53. Ministère de la Culture et de la Communication					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	1.355.000	0	1.300.000		2.655.000
6. Transfert en capital.....	2.408.000	0	0		2.408.000
Total section.....	3.763.000	0	1.300.000		5.063.000
54. Ministère de la Santé et de l'Action sociale					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	17.756.000	7.755.000	36.761.000		62.272.000
6. Transfert en capital.....	6.775.000	0	0		6.775.000
Total section.....	24.531.000	7.755.000	36.761.000		69.047.000
55. Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	316.000	2.616.000	100.000		3.032.000
6. Transfert en capital.....	4.500.000	0	0		4.500.000
Total section.....	4.816.000	2.616.000	100.000		7.532.000
56. Ministère de l'Environnement et du Développement durable					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	5.118.000	750.000	5.091.000		10.959.000
6. Transfert en capital.....	1.882.000	0	0		1.882.000
Total section.....	7.000.000	750.000	5.091.000		12.841.000
58. Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	2.491.000	1.400.000	7.517.187		11.408.187
6. Transfert en capital.....	3.204.000	0	0		3.204.000
Total section.....	5.695.000	1.400.000	7.517.187		14.612.187
59. Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat					
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	3.889.000	3.500.000	6.262.648		13.651.648
6. Transfert en capital.....	3.260.000	0	0		3.260.000
Total section.....	7.149.000	3.500.000	6.262.648		16.911.648

## ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages  
par Pouvoir public ou Ministère et par titre*En milliers FCFA*

	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT + CP
	CP	PT	PT	
<b>60. Charges non Réparties</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	25.300.000	0	0	25.300.000
6. Transfert en capital .....	0	0	0	0
<b>Total section .....</b>	<b>25.300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25.300.000</b>
<b>62. Ministère de l'Elevage et des Productions animales</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	2.477.046	4.650.000	1.500.000	8.627.046
6. Transfert en capital .....	3.265.000	0	0	3.265.000
<b>Total section .....</b>	<b>5.742.046</b>	<b>4.650.000</b>	<b>1.500.000</b>	<b>11.892.046</b>
<b>63. Ministère des Postes et des Télécommunications</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	350.000	1.000.000	0	1.350.000
6. Transfert en capital .....	500.000	0	0	500.000
<b>Total section .....</b>	<b>850.000</b>	<b>1.000.000</b>	<b>0</b>	<b>1.850.000</b>
<b>65. Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	634.000	3.212.000	10.973.850	14.819.850
6. Transfert en capital .....	29.400.000	0	0	29.400.000
<b>Total section .....</b>	<b>30.034.000</b>	<b>3.212.000</b>	<b>10.973.850</b>	<b>44.219.850</b>
<b>68. Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	6.375.000	22.225.000	7.770.600	36.370.600
6. Transfert en capital .....	15.165.000	0	0	15.165.000
<b>Total section .....</b>	<b>21.540.000</b>	<b>22.225.000</b>	<b>7.770.600</b>	<b>51.535.600</b>
<b>75. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	8.180.000	7.472.000	5.505.000	21.157.000
6. Transfert en capital .....	11.465.000	0	0	11.465.000
<b>Total section .....</b>	<b>19.645.000</b>	<b>7.472.000</b>	<b>5.505.000</b>	<b>32.622.000</b>
<b>82. Ministère de la Promotion des investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat</b>				
5. Investissements exécutés par l'Etat.....	300.000	4.000.000	0	4.300.000
6. Transfert en capital .....	10.400.000	0	0	10.400.000
<b>Total section .....</b>	<b>10.700.000</b>	<b>4.000.000</b>	<b>0</b>	<b>14.700.000</b>
<b>TOTAL GENERAL .....</b>	<b>611.000.000</b>	<b>230.000.000</b>	<b>204.000.000</b>	<b>1.045.000.000</b>

**ANNEXE 5 BIS**  
**FINANCEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

*En millions de francs CFA*

SOURCES DE FINANCEMENT						TOTAL	
INTERIEUR		EXTERIEUR					
ETAT		EMPRUNT		SUBVENTION			
AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
6.274.955	611.000	4.254.541	230.000	1.471.390	204.000	12.000.000	1.045.000

**AP** = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis

ou en négociation très avancée

Financements extérieurs

**PT** = prévisions de tirage de l'année budgétaire

Financements extérieurs

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère



## ANNEXE 6

## Tableau des taxes parafiscales

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

(Art 14 du projet de loi de finances)

En FCFA

NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES BENEFICAIRES	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	EVALUATION POUR L'ANNEE 2016
Prélèvement COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (50%) et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (50%)	0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation	- loi n° 75-51 du 3 avril 1975 - Décret n° 2011-167 du 3 février 2011	4.500.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 du 9 juin 1994	
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant - 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire - 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	0
Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)	FSE	- 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil - 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180 - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380 - 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant - 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie	Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011-1012 du 15 juillet 2011	25.000.000.000
Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE)	CODETE	3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications net des frais d'interconnexion	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications	Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011	16.000.000.000

## ANNEXE 7

**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**  
(Art 15 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
<b>BUDGET GENERAL</b>	
<b>Section 10 Dette Publique</b>	
Titre 1 90922247010 1511 .....	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521 .....	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611 .....	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761 .....	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511 .....	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521 .....	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541 .....	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571 .....	Intérêts et frais financiers dette intérieure
<b>Toutes sections .....</b>	<b>TOUS LES SERVICES</b>
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1 .....	Solde et accessoires
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2 .....	Indemnités de logement
<b>Section 60</b>	<b>CHARGES COMMUNES (Min. Economie, Finances et Plan)</b>
Titre 3 302170008011 6233 .....	Frais d'acte et de contentieux
Titre 3 91922529011 6295 .....	Impôts et taxes payés par l'Etat

**ANNEXE 8**  
**ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE**  
**EXTERIEURE : FIN AOUT 2014**

(Art. 33 alinéa 2-5° de loi organique)

*En milliards de francs CFA*

	ENCOURS au 31-08-2012	ENCOURS au 31-08-2013	ENCOURS au 31-08-2014	ENCOURS au 31-08-2015
<b>Crédits multilatéraux .....</b>	1.193,37	1.269,4	1.371,19	1.548,82
BIRD/IDA .....	633,88	697,3	739,87	861,39
BEI/FED/FND .....	18,17	16,8	19,09	14,3
BAD/FAD .....	215,51	221,7	264,52	301,1
OPEP/BADEA/BID/FASA .....	193,81	182,3	188,27	198,2
AUTRES .....	132	151,3	159,44	173,83
<b>Crédit bilatéraux .....</b>	<b>485,7</b>	<b>578,9</b>	<b>610,18</b>	<b>741,59</b>
Pays de l'OCDE .....	179,05	224	237,28	358,12
Pays arabes .....	150,65	148,1	164,52	146,88
Autres .....	156	206,8	208,38	236,59
<b>Dettes commerciales .....</b>		<b>0</b>	<b>98,39</b>	<b>88,55</b>
DONT GARANTIE .....				
<b>Crédit à l'exportation .....</b>	<b>1,01</b>	<b>1,01</b>	<b>26,76</b>	<b>8,27</b>
<b>EUROBOND .....</b>	<b>260</b>	<b>247,7</b>	<b>248,79</b>	<b>503,67</b>
<b>TOTAL .....</b>	<b>1.940,08</b>	<b>2.097,01</b>	<b>2.355,31</b>	<b>2.890,9</b>
Variation absolue sur année précédente .....	235,02	156,92	258,3	535,59
Variation relative sur année précédente .....	13,78%	8,09%	12,32%	22,74%

## ANNEXE 8 bis

## ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 AOÛT 2015

(milliards F CFA)

FMI .....	139,2
DÉPÔT KOWEITIEN .....	19,0
BONS SUR FORMULES .....	0,0
EMPRUNTS DIRECTS .....	130,5
BONS PAR ADJUDICATION .....	199,7
OBLIGATIONS PAR ADJUDICATION .....	488,2
OBLIGATIONS PAR APE .....	293,2
SUKUK .....	75,0
<b>TOTAL .....</b>	<b>1344,9</b>

## ANNEXE 8 ter

## SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

*En milliards FCFA*

Service prévisionnel LFI	2016		
	Principal	I & C	Total
<b>Dettes extérieures</b>			
Crédits Multilatéraux .....	80,30	26,53	106,83
dont BIRD/IDA/FIDA 44,22 .....	15,40	59,63	
BAD/FAD .....	6,29	4,03	10,32
OPEP/BADEA/BID .....	18,77	3,35	22,12
Autres .....	11,02	3,75	14,77
Crédits Bilatéraux .....	46,00	18,22	64,21
Pays de l'OCDE .....	20,62	8,41	29,04
Pays arabes 9,76 .....	2,84	12,60	
Autres .....	15,62	6,96	22,58
	3,27	3,02	6,29
Opérations financières .....	0,00	0,00	0,00
Eurobond .....	0,00	39,64	39,64
Intérêts/tirages futurs .....	0,00	4,00	4,00
Autres emprunts .....	0,00	4,96	4,96
<b>SOUS TOTAL .....</b>	<b>129,54</b>	<b>96,36</b>	<b>225,89</b>
dont Economies PPTE (pour mémoire) .....	12,99	3,74	16,73
dont Economies IADM (pour mémoire) .....	40,02	6,99	47,01
<b>Dettes intérieures</b>			
Rachats DTS/ FMI .....	32,36	1,79	34,15
Dépôt koweïtien .....	5,31	0,07	5,38
Obligations du Trésor par adjudication .....	94,06	28,44	122,51
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne .....	25,99	20,57	46,56
Bons du Trésor par adjudication .....	85,54	0,00	85,54
Bons sur formules .....	25,00	4,39	29,39
Autres emprunts bancaires .....	22,49	8,86	31,35
Service prévisionnel pour les émissions de 2015 .....	0,00	14,17	14,17
CDC Fonds des particuliers .....	0,00	0,70	0,70
<b>SOUS TOTAL .....</b>	<b>290,7</b>	<b>79,00</b>	<b>369,75</b>
<b>TOTAL général .....</b>	<b>420,29</b>	<b>175,36</b>	<b>595,64</b>

## ANNEXE 9

## Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE/IADM

En FCFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGE MAITRES CONTRACTUELS .....	30.000.000.000
<b>Total PPTE .....</b>	<b>30.000.000.000</b>
PRISE EN CHARGE DES PROFESSEURS CONTRACTUELS .....	33.740.000.000
<b>Total IADM .....</b>	<b>33.740.000.000</b>
<b>TOTAL EDUCATION .....</b>	<b>63.740.000.000</b>

## ANNEXE 10

SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES  
ET STRUCTURES ASSIMILEES

INTITULES AGENCES	Crédits 2016
<b>1- DELEGATIONS .....</b>	<b>2 807 692 000</b>
Délégation générale au Renseignement national (ex COS).....	2 007 692 000
Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose .....	100 000 000
Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité .....	700 000 000
<b>2- SOCIETES NATIONALES .....</b>	<b>15 347 301 000</b>
Dakar Dem Dick .....	4 300 000 000
Appui et redevances RTS .....	2 600 000 000
Grand Théâtre .....	700 000 000
Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (SAED) .....	3 500 000 000
Société de Développement Agricole et Industrielle (SODAGRI) .....	800 000 000
Agence nationale chargée de le Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) .....	3 447 301 000
<b>3- AGENCES .....</b>	<b>53 320 735 000</b>
Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat .....	630 000 000
Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (A N R A C) .....	270 000 000
Autorité de Radioprotection et Sureté Nucléaire .....	150 000 000
Haute Autorité Sécurité Surveillance Maritime Protect. Envir. marin .....	226 761 000
Agence pour le logement des Forces Armées .....	251 000 000
AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES .....	143 016 000
Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité .....	5 200 000 000
Agence Nationale des Affaires Maritimes .....	257 840 000
Agence nationale de l'Aquaculture .....	568 000 000



AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER .....	250 000 000
Agence national d'insertion et de développement agricole (ex Plan REVA) .....	700 000 000
Agence National de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) .....	1 540 000 000
AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH .....	3 261 040 000
Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie .....	304 000 000
Agence Nationale pour les Energies Renouvelables .....	364 000 000
Agence Régulation des Marchés .....	277 198 000
Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX .....	300 800 000
Agence de Développement et Encadrement PME .....	451 167 000
Agence construction des Bâtiments et Edifices publics .....	329 000 000
Agence Senegalaise Pour la Propriete Industrielle et L'innovation Technologique (ASPIT) .....	192 465 000
Agence d'aménagement et de promotion des sites industriels (APROSI) .....	122 670 000
Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie du Sénégal (ANACIM) .....	266 000 000
Agence des Aéroports du Sénégal (ADS) .....	740 000 000
Agence Sénégalaise de Promotion Touristique .....	1 211 000 000
Agence de Presse Sénégalaise .....	321 370 000
Agence de la Couverture Maladie Universelle (CMU) .....	10 664 156 000
Agence nationale pour la Promotion de l'emploi des Jeunes .....	539 080 000
Autorité nationale de Biosécurité .....	11 440 000
Agence Nat. de la Grande Muraille Verte .....	270 224 000
Agence Nat. des Eco-Villages .....	208 033 000
Agence Nat. Case Tout-petits .....	450 464 000
Agence de la Maison de l'Outil .....	190 000 000
Agence pour la Promotion et le Developpement de l'Artisanat (APDA) .....	197 400 000
Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat .....	17 939 600 000
Agences Régionales de Développement .....	500 000 000
Agence pour le Développement Local .....	194 000 000
Agence Aménagement du Territoire (ex cadre de vie et qualité Cosom) .....	244 000 000
Agence Promotion Hydrogr. Nationale .....	154 900 000
Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ) .....	290 334 000
Agence Nat. Recherche Scientifique .....	300 000 000
Haute Autorité de la Zone Economique Spéciale .....	70 000 000
Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) .....	2 769 777 000
<b>4- FONDS .....</b>	<b>25 810 299 000</b>
Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique .....	150 000 000
Fond Coopération Internationale .....	171 747 000
Fonds Aide aux Artistes Dev.Culture .....	482 364 000
Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (Ex FONDEF) .....	602 800 000
Fonds d'aide à la Presse .....	700 000 000
Fonds de dotation de la décentralisation .....	22 408 000 000
Fonds de Publication Scientifique et technique .....	34 126 000
Fonds d'accès à la justice .....	350 000 000
Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique .....	911 262 000

<b>4- FONDS .....</b>	<b>25 810 299 000</b>
Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique .....	150 000 000
Fond Coopération internationale .....	171 747 000
Fonds Aide aux Artistes Dev.Culture .....	482 364 000
Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (Ex FONDEF) .....	602 800 000
Fonds d'aide à la Presse .....	700 000 000
Fonds de dotation de la décentralisation .....	22 408 000 000
Fonds de Publication Scientifique et technique .....	34 126 000
Fonds d'accès à la justice .....	350 000 000
Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique .....	911 262 000
<b>5- OFFICES .....</b>	<b>1 302 522 000</b>
Office des pupilles de la Nation .....	115 600 000
Office national Anciens Combattants .....	120 000 000
Office national pour le lac de Guiers .....	266 922 000
Office des Forages ruraux (OFOR) .....	800 000 000
<b>6- ETABLISSEMENTS PUBLICS .....</b>	<b>86 277 962 000</b>
<b>HOP PRINCIPAL .....</b>	<b>1 695 167 000</b>
Ecole nationale d'administration .....	1 223 899 000
Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) .....	4 475 000 000
Institut des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité .....	270 000 000
Institut Technologie Alimentaire .....	805 380 000
INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR .....	128 000 000
INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR .....	32 000 000
Daniel Sorano .....	406 000 000
Manufactures Sénég.des Arts Décoratifs .....	268 615 000
Direction des Etablissement de santé .....	11 321 843 000
Hopital Dalal Diam .....	500 000 000
Centre Hospitalier régional de Fatick .....	250 000 000
Hôpital Régional de Matam .....	250 000 000
Hôpital de la Paix de Ziguinchor .....	250 000 000
Centre national de Qualification professionnelle (CNQP) .....	215 000 000
UNCM et Chambres de Métiers .....	138 180 000
Haras national .....	250 454 000
Ecole Polytechnique de THIES .....	1 150 000 000
Université Cheikh Anta DIOP DAKAR .....	27 655 201 000
INSTITUT BRITANIQUE .....	51 329 000
Université Assane SECK ZIGUINCHOR .....	2 675 000 000
UNIVERSITE DE THIES .....	4 178 979 000
Université Alioune DIOP BAMBEY .....	2 534 000 000
Université Gaston Berger de ST LOUIS .....	6 400 000 000
Université Sine Saloum El Hadji Ibrahima NIASS .....	50 000 000
Université Amadou Mahtar MBOW .....	50 000 000
Université virtuelle sénégalaise (UVS) .....	700 000 000
COUD .....	14 073 000 000
CROUS ST LOUIS .....	3 680 915 000
Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel de Thiès .....	600 000 000

<b>6- AUTRES STRUCTURES .....</b>	<b>5 435 077 000</b>
Commission nationale aux Droits de l'Homme .....	50 000 000
Observatoire national des Investissements .....	10 000 000
Observatoire National de la Parité .....	125 000 000
Observatoire Qualité des Services financiers .....	830 119 000
Observatoire national des lieux de privation de liberté .....	152 400 000
Bureau Opérationnel de suivi du PSE .....	100 000 000
Commission sur la Réforme Foncière .....	300 000 000
Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives (CN-ITE) .....	120 000 000
Commission de Protection des Données Personnelles .....	200 000 000
Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel .....	400 000 000
Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance (CAPE) .....	225 000 000
Cellule de lutte contre la traite des personnes .....	51 500 000
Centre de Formation Judiciaire (CFJ) .....	45 000 000
Petit Train Bleu - PTB .....	500 000 000
Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières du Sénégal (CENTIF) .....	591 847 000
Comité National des Hydraucarbures .....	44 681 000
Cellule d'intermédiation avec le secteur privé et le secteur informel .....	30 955 000
Trade Point Sénégal .....	183 600 000
CICES .....	122 200 000
Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental (MIFERSO) .....	20 630 000
Comité National Olympique et Sportif Sénégalais (CNOSS) .....	30 000 000
Galerie Nationale des Arts .....	32 782 000
Orchestre National .....	62 263 000
Monument de la Renaissance Africaine .....	200 425 000
Centre Culturel Blaise SENGHOR .....	40 000 000
Maison de la Culture DOUTA SECK .....	52 000 000
CENTRE NATIONAL TRANSFUSION SANGUINE .....	100 000 000
Comite National du Comite Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Secheresse dans le Sahel (CONACILSS) .....	20 000 000
Centre National des Techniciens E F C & Parcs Nat .....	35 000 000
Centre d'entrepreneariat et de développement technique G 15 .....	59 675 000
Académie Scientifique et Technique .....	200 000 000
Centre de Recherche et d'Essais .....	450 000 000
Comité National Partenariat Public Privé (PPP) .....	50 000 000
<b>TOTAL GENERAL .....</b>	<b>190 301 588 000</b>

## ANNEXE 10 bis

**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER  
AUX SOCIETES NATIONALES, OFFICES, AGENCES ET FONDS**

INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
<b>1- DELEGATIONS .....</b>	<b>34 580 000 000</b>
DELEGATION POLES URBAINS de DIAMNIADIO .....	4 000 000 000
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU POLE URBAIN DE DIAMNIADIO .....	4 000 000 000
DELEGATION GENERALE AU RENSEIGNEMENT NATIONAL .....	500 000 000
APPUI A LA DELEGATION AUX RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	500 000 000
DELEGATION GENERALE A LA PROTECTION SOCIALE ET A LA SOLIDARITE .....	30 080 000 000
PROGRAMME NATIONAL DE BOURSES DE SECURITE FAMILIALE .....	30 000 000 000
APPUI A LA DELEGATION GENERALE A LA PROTECTION SOCIALE .....	80 000 000
<b>2- SOCIETES NATIONALES .....</b>	<b>28 784 000 000</b>
Société Nationale des Eaux du Sénégal - SONES.....	2 190 000 000
Projet d'incorporation de dix (10) centres urbains dans le périmètre affermé de la SONES .....	190 000 000
Programme d'urgence d'alimentation en eau potable de Dakar .....	2 000 000 000
Dakar Dem Dikk .....	250 000 000
Projet de réhabilitation dépôt Thiaroye et Ouakam .....	250 000 000
Aéroport International Blaise Diagne - AIBD.....	7 000 000 000
Société du projet AIBD .....	7 000 000 000
Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zone touristiques du Sénégal - SAPCO .....	1 500 000 000
PROJET DE REAMENAGEMENT DE SALY .....	500 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT DE ZONES TOURISTIQUES .....	1 000 000 000
Société de Développement Agricole et Industrielle (SODAGRI).....	150 000 000
CONSTRUCTION SIEGE DE LA SODAGRI .....	150 000 000
SOCIETE D'AMENAGEMENT DES TERRES DU DELTA - SAED .....	15 850 000 000
FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION DU FONDS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE.....	200 000 000
PROJET AMENAGEMENT VALLEE LAMPSAR RIV .....	125 000 000
PERIMETRES IRRIGUES ET DEVELOPPEMENT DE PODOR .....	175 000 000
PERIMETRES IRRIGES DE WAOUNDE .....	175 000 000
PROJET DE REHABILITATION ET EXTENSION DE MATAM .....	175 000 000
PROJET CORRIDORS CEREALIERS .....	15 000 000 000
Société nationale d'Electricité du Sénégal - SENELEC.....	1 844 000 000
Programme de renforcement et de densification du réseau .....	400 000 000
Projet d'appui au secteur de l'électricité .....	250 000 000
Couverture pour la fourniture d'électricité aux cérémonies religieuses .....	500 000 000
Projet d'interconnexion électrique entre le Sénégal et la Mauritanie .....	300 000 000
Projet de construction de la boucle 225 KV à Dakar .....	394 000 000
<b>3- AGENCES .....</b>	<b>180 192 000 000</b>
AGENCE NATIONALE CHARGEE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX) .....	9 500 000 000



## ANNEXE 10 bis

**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER  
AUX SOCIETES NATIONALES, OFFICES, AGENCES ET FONDS**

INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
Projet autoroute à péage Dakar-Diamniadio .....	4 000 000 000
Zone Economique Spéciale Intégrée .....	1 500 000 000
Prolongement autoroute à péage Diamniadio-AIBD .....	4 000 000 000
<b>HAUTE AUTORITE A LA SECURITE MARITIME</b> .....	<b>1 600 000 000</b>
Programme d'Appui à la Haute Autorité à la Sécurité maritime .....	1 600 000 000
<b>AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b> .....	<b>115 729 000 000</b>
VDN 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> section CICES GOLF de Guédiawaye .....	4 500 000 000
Projet de construction de pistes de Production rurales .....	3 500 000 000
Entretien routier .....	25 000 000 000
Projet de réhabilitation de la route Fatick Kaolack .....	6 000 000 000
Programme spécial Tivaouane .....	500 000 000
Projet d'aménagement et de bitumage de la route Joal Samba Dia Djiffer (42km) .....	1 000 000 000
Construction de la route Mandat Douane Vélingara .....	1 950 000 000
Projet de réhabilitation de la RN4 Transgambienne Section Dinguiraye Nioro .....	2 000 000 000
Projet de réalisation de l'autoroute Thies-Touba .....	12 000 000 000
Projet de réhabilitation de la route Touba Dahra Linguere .....	3 100 000 000
Réhabilitation de la route Ndioum-Ourossogui-Bakel et d'aménagement d'infrastructures connexes dans l'Ile à Morphil .....	1 000 000 000
Prolongement de l'autoroute à péage AIBD-MBOUR-THIES .....	10 500 000 000
Travaux de construction des ponts de GUANGUEL SOULEY ET WINDOU BOSSEABE .....	2 500 000 000
Programme de développement de la ville de Médina Gounass .....	1 000 000 000
Projet du corridor transgambien : construction du pont et amélioration du passage transfrontalier .....	250 000 000
Réhabilitation du pont Sénégal 92 .....	1 800 000 000
Projet de réalisation de l'autoroute Thies-Touba .....	12 000 000 000
Projet de réhabilitation de la voie de contournement de Tivaouane et réalisation de 25 km de Pistes dans la région de Thies .....	529 000 000
Projet de construction du pont de Foundiougne .....	250 000 000
Elargissement, réhabilitation et aménagement de la route des Niayes/Voiries urbaines connexes .....	5 000 000 000
Programme d'appui au transport et à la mobilité urbaine (PATMUR) PHASE 2 .....	1 000 000 000
Construction de voiries autour de l'Institut Cheikh Ahmadou Bamba à Colobane-Dakar .....	1 500 000 000
Construction du Pont de LALLY et ses rampes .....	150 000 000
Construction des ponts Baila et Diouloulou .....	500 000 000
Programme prioritaire de désenclavement (Iles à Morphil, Kédougou,-Salemata, Bambey-Baba Garage-Mekhe, Dabo-Fafacourou-Medina Yoro Foula .....	5 000 000 000
Travaux d'ouvrages d'art à Dakar .....	200 000 000
Projet de réhabilitation de la route Tamba-Mako-kédougou (section Diallokoto-Mako) .....	1 000 000 000

## ANNEXE 10 bis

**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER  
AUX SOCIETES NATIONALES, OFFICES, AGENCES ET FONDS**

INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
Projet de modernisation des villes du Sénégal.....	10 000 000 000
Boucle du Blouff : Thionck Essyl-Balingor (20km) .....	2 000 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER DU SENEGAL (ANCF) .....</b>	<b>20 800 000 000</b>
Projet de réhabilitation du Chemin de fer Dakar-Bamako .....	500 000 000
Projet de réhabilitation du parc ferroviaire .....	150 000 000
Projet d'appui à l'ANCF .....	150 000 000
Projet de la Construction de la desserte ferroviaire DAKAR_ AIBD .....	20 000 000 000
<b>AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT (ADIE).....</b>	<b>900 000 000</b>
Programme exploitation, maintenance et extension intranet administratif.....	400 000 000
Redevance microsoft.....	500 000 000
<b>AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES (ANPEJ) .....</b>	<b>1 500 000 000</b>
Redevance microsoft.....	500 000 000
<b>AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES (ANPEJ) .....</b>	<b>1 500 000 000</b>
Projet d'appui à l'ANPEJ .....	1 500 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE .....</b>	<b>2 800 000 000</b>
Construction siège ANSD .....	300 000 000
Programme statistique ANSD .....	2 500 000 000
<b>AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC) .....</b>	<b>300 000 000</b>
Programme Appui à la Relance Economique et Sociale en Casamance .....	300 000 000
<b>AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA) .....</b>	<b>3 500 000 000</b>
Mise en place projets d'agrégation sur les filières à haute valeur ajoutée .....	1 000 000 000
Programme national d'insertion et de développement agricole.....	2 500 000 000
<b>AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER) .....</b>	<b>4 046 000 000</b>
Programme d'Appui au Fonctionnement de l'ASER .....	1 500 000 000
Projet électrification rurale : concession Louga Liguère Kébemer :	
Prise en charge des frais de raccordement des clients de COMASEL .....	350 000 000
Fonds de contrepartie aux concessions d'électrification rurale .....	1 396 000 000
Projet d'électrification de 177 villages par des mini-centrales photovoltaïques solaires .....	800 000 000
<b>AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASPIT) .....</b>	<b>140 000 000</b>
Programme d'Acquisition et de Diffusion Technologique .....	140 000 000
<b>AGENCE D'AMENAGEMENT ET DE PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI) .....</b>	<b>5 000 000 000</b>
Plateformes industrielles intégrées .....	5 000 000 000
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'ENCADREMENT DES PME (ADPME).....</b>	<b>385 000 000</b>
Cellule entreprise en difficulté .....	85 000 000
Appui ADPME.....	300 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DU TOURISME (ANPT).....</b>	<b>515 000 000</b>
Fonds de Promotion Touristique.....	500 000 000
Programme multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA au SENEGAL .....	15 000 000



INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)</b> .....	<b>2 100 000 000</b>
Achevement chantiers PRECOL .....	500 000 000
Programme de renforcement équipement collectivités locales.....	300 000 000
Projet de Gestion des Eaux Pluviales .....	700 000 000
Achèvement chantiers PRECOL .....	600 000 000
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT LOCAL</b> .....	<b>900 000 000</b>
Appui à l'Acte 3 de la Décentralisation .....	900 000 000
<b>AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)</b> .....	<b>100 000 000</b>
Projet d'Edification d'Infrastructures de Stockage .....	100 000 000
<b>AGENCE POUR L'ECONOMIE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE</b> .....	<b>750 000 000</b>
Projet d'appui à l'AEME .....	300 000 000
Programme de promotion à l'économie d'énergie .....	450 000 000
<b>PROGRAMME ORIO: RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SANTE PAR VOIES SOLAIRES DANS LE BASSIN ARRACHIDIER</b> .....	<b>420 000 000</b>
<b>AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES</b> .....	<b>650 000 000</b>
Programme d'appui à l'Agence nationale des Energies renouvelables .....	350 000 000
Programme de promotion des énergies renouvelables .....	300 000 000
<b>AGENCE DE PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL</b> .....	<b>150 000 000</b>
Maîtrise des Eaux de surface .....	150 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)</b> .....	<b>1 100 000 000</b>
Construction et Equipement Cases des Tout Petits .....	800 000 000
Achat Manuels Cases des Tout Petits .....	300 000 000
<b>AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'ACQUACULTURE</b> .....	<b>1 000 000 000</b>
Programme de Développement de l'Acquaculture .....	1 000 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES</b> .....	<b>410 000 000</b>
Programme Eco-villages .....	410 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE</b> .....	<b>180 000 000</b>
Centre africain de Recherche et d'Application (CARA) .....	65 000 000
Projet Parc Technologie.....	90 000 000
Projet laboratoire Biopole .....	25 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE</b> .....	<b>800 000 000</b>
Programme grande muraille verte .....	800 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)</b> .....	<b>900 000 000</b>
Programme d'Appui à l'aménagement du Territoire .....	900 000 000
<b>AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS (ACBEP)</b> .....	<b>550 000 000</b>
Projet d'Appui à l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics .....	550 000 000
<b>AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT</b> .....	<b>200 000 000</b>
Programme d'Appui à l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'artisanat .....	200 000 000
<b>AGENCE DE LA GESTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT</b> .....	<b>100 000 000</b>
<b>AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL</b> .....	<b>1 000 000 000</b>
Réhabilitation des aérodromes du Sénégal .....	1 000 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES (ANAM)</b> .....	<b>5 757 000 000</b>

INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
Projet de mise en place des Infrastructures portuaires .....	500 000 000
Projet de dragage de l'embouchure du fleuve sénégalais .....	1 400 000 000
Projet de Développement du Port de Ziguinchor .....	1 500 000 000
Acquisition patrouilleur .....	2 357 000 000
<b>AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL</b> .....	<b>330 000 000</b>
Projet d'appui à l'Agence nationale de la Maison de l'Outil .....	330 000 000
<b>4- FONDS</b> .....	<b>62 813 168 000</b>
Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA) .....	25 000 000 000
Fonds d'Equipement des Collectivités Locales (FECL) .....	20 000 000 000
Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE) .....	2 000 000 000
Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA) .....	450 000 000
Fonds d'entretien et de maintenance infrastructures dans le Delta .....	1 250 000 000
Fonds d'appui au développement du secteur rural (FADSR) .....	150 000 000
Fonds d'appui à la stabulation (Fonds Stab) .....	214 000 000
Fonds de développement des transport urbains (FDTIU) .....	400 000 000
Fonds national de crédit pour les femmes (FNCF) .....	435 000 000
Fonds national de l'entrepreneuriat féminin (FNEF) .....	814 168 000
Fonds de Sécurisation du crédit rural .....	1 500 000 000
Fonds National de développement agrosylvopastoral (FNDASP) .....	600 000 000
Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) .....	2 000 000 000
Fonds du Plan Sénégal Emergent .....	1 500 000 000
Fonds Souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) .....	3 000 000 000
Fonds d'appui à la mise à niveau des entreprises .....	1 000 000 000
Fonds de Promotion de l'Industrie cinématographique .....	1 000 000 000
Fonds d'Assainissement .....	1 500 000 000
<b>5- OFFICES</b> .....	<b>16 255 000 000</b>
Office National de l'assainissement .....	10 125 000 000
Projet d'assainissement des villes religieuses .....	300 000 000
Projet de Dépollution de la Baie de Hann .....	2 000 000 000
Opérations hivernales .....	1 000 000 000
Programme Décennal de lutte contre les inondation-Volet Gestion des Eaux Pluviales .....	1 500 000 000
Projet d'acquisition d'équipement d'assainissement .....	325 000 000
Projet de construction d'une station d'épuration pour le traitement des eaux usées à Touba .....	250 000 000
Programme études techniques et socioéconomiques dans le secteur de l'assainissement .....	500 000 000
Travaux d'extension des réseaux d'assainissement .....	700 000 000
Projet d'assainissement de la corniche ouest .....	250 000 000
Fonds d'assainissement .....	1 500 000 000
Projet d'assainissement des dix villes régionales .....	1 000 000 000
PEPAM-Réhabilitation de 30 km de réseaux d'assainissement .....	800 000 000

INTITULES STRUCTURES	Crédits 2016
INSTITUT NATIONAL DE PEDOLOGIE .....	3 530 000 000
PROGRAMME DE DOPAGE DE L'AGRICULTURE .....	3 000 000 000
PROGRAMME FERTILITE DES SOLS .....	500 000 000
AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE (WAPP) .....	30 000 000
Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) .....	100 000 000
Projet suivi de la ressource .....	100 000 000
Institut Technologie Alimentaire .....	100 000 000
Plan stratégique pour la fortification des aliments en micronutriments au Sénégal .....	100 000 000
Office des pupilles de la Nation .....	300 000 000
Office des pupilles de la Nation .....	300 000 000
Office du Lac de Guiers (OLAG) .....	1 100 000 000
Projet de Restauration des fonctions écologiques et économiques du lac de Guiers .....	700 000 000
Amélioration de l'approvisionnement en eau potable des villages riverains du lac de Guiers .....	400 000 000
Office des Forages Ruraux (OFOR) .....	1 000 000 000
Appui à l'Office des Forages ruraux .....	1 000 000 000
<b>TOTAL .....</b>	<b>322 624 168 000</b>

## ANNEXE 11

**OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE  
SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

Structures	Libelles	Prévision 2014	Exécution 2014	Prévision 2015	Exécution au 31/08/2015
APIX	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat).....	1 847 301 000	2 847 301 000	3 447 301 000	2 585 475 750
	Transfert en Capital (Etat).....	18 100 000 000	17 898 487 500	20 000 000 000	9 247 637 366
	Bailleurs de Fonds .....	10 730 078 802/	65 002 184 552	9 856 502 554	3 378 009 322
	.....	55 000 000 000			
	Autres recettes .....	414 769 415	315 339 168	291 801 115	183 773 865
	<b>Total Recettes .....</b>	<b>86 092 149 217</b>	<b>86 063 312 220</b>	<b>33 625 604 669</b>	<b>15 394 896 303</b>
	Fonctionnement .....	3 534 508 510	3 827 328 986	4 200 846 115	2 230 590 025
	Investissement .....	92 010 810 768	83 903 455 550	29 618 066 937	12 209 275 559
	<b>Total Dépenses .....</b>	<b>9 545 319 278</b>	<b>87 730 784 536</b>	<b>33 818 913 052</b>	<b>14 439 865 584</b>
AATR	Report à nouveau .....	70 922 300 101	133 000 792 048	65 603 955 622	83 551 835 147
	Transfert courant (Etat).....	69 353 709 600		80 406 832 729	
	Transfert en Capital (Etat).....	40 170 300 000	23 580 074 039	154 972 000 000	11 748 675 593
	Bailleurs de Fonds .....	3 680 000 000	3 750 661 500	3 680 000 000	1 214 000 000
	Ressources propres .....	1 062 621 498	596 258 792	1 846 823 796	183 338 798
	<b>Total Recettes .....</b>	<b>185 188 931 199</b>	<b>160 927 786 379</b>	<b>306 509 612 147</b>	<b>96 697 849 538</b>
	Fonctionnement .....	4 742 621 498	3 659 956 033	4 636 823 796	2 671 883 624
	Investissement .....	180 446 309 701	99 321 595 938	301 872 788 351	22 767 874 734
	<b>Total Dépenses .....</b>	<b>185 188 931 199</b>	<b>102 981 551 971</b>	<b>306 509 612 147</b>	<b>25 439 758 358</b>
ASER	Report à nouveau .....			3 785 298 817	3 785 298 817
	Transfert courant (Etat).....				
	Transfert en Capital (Etat).....	5 813 000 000	5 813 000 000	4 199 795 000	2 099 897 500
	Bailleurs de Fonds .....	7 020 347 744	3 687 007 126	22 144 134 841	13 525 294 693
	Autres recettes .....				
	<b>Total Recettes .....</b>	<b>12 833 347 744</b>	<b>9 500 007 126</b>	<b>30 129 228 658</b>	<b>19 410 491 010</b>
	Fonctionnement .....	2 414 017 060	2 009 217 182	2 386 542 347	844 925 272
	Investissement .....	10 419 330 684	4 171 121 405	27 742 686 311	12 684 757 036
	<b>Total Dépenses .....</b>	<b>12 833 347 744</b>	<b>6 180 338 587</b>	<b>30 129 228 658</b>	<b>13 529 682 308</b>
UCAD	Report à nouveau .....	448 700 000	176 286 859	1 421 760 791	
	Transfert courant (Etat) .....	29 799 846 008	28 403 608 679	20 727 666 342	15 163 931 250
	Transfert en Capital (Etat) .....				
	Autres recettes .....	8 980 605 519	6 266 014 092	10 682 797 199	5 266 606 837
	<b>Total Recettes .....</b>	<b>39 229 151 527</b>	<b>34 845 909 630</b>	<b>32 832 224 332</b>	<b>20 430 538 087</b>
	Fonctionnement .....	37 417 867 692	34 300 920 469	29 979 521 394	22 529 994 221
	Investissement .....	1 811 283 835	824 832 881	2 852 702 938	171 575 793
	<b>Total Dépenses .....</b>	<b>39 229 151 527</b>	<b>35 125 753 350</b>	<b>32 832 224 332</b>	<b>22 701 570 014</b>

COUD	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat).....	13 283 035 092	13 073 000 000	25 073 000 000	12 536 500 000
	Transfert en Capital (Etat).....				
	Ressources propres.....	2 179 400 000	1 363 198 725	2 179 400 000	1 089 700 000
	<b>Total Recettes</b> .....	<b>15 462 435 092</b>	<b>14 436 198 725</b>	<b>27 252 400 000</b>	<b>13 626 200 000</b>
	Fonctionnement .....	14 018 135 092	11 849 087 963	25 073 000 000	12 536 500 000
	Investissement .....	1 444 300 000	1 438 551 222	2 179 400 000	1 089 700 000
	<b>Total Dépenses</b> .....	<b>15 462 435 092</b>	<b>13 287 639 185</b>	<b>27 252 400 000</b>	<b>13 626 200 000</b>
DGPSN	Report à nouveau .....	1 982 000 000	1 982 000 000	196 000 000	196 000 000
	Transfert courant (Etat).....	600 000 000	600 000 000	1 900 000 000	1 300 000 000
	Transfert en capital (Etat).....	16 000 000 000	15 700 000 000	20 080 000 000	10 080 000 000
	Bailleurs de fonds .....	4 209 266 600	182 791 600	2 207 594 500	685 870 715
	Ressources propres.....	79 565 500	96 828 135	1 317 000 000	1 240 209 746
	<b>TOTAL RESSOURCES</b> .....	<b>22 870 832 100</b>	<b>18 561 619 735</b>	<b>25 700 594 500</b>	<b>13 502 080 461</b>
	Fonctionnement .....	5 697 645 100	2 143 543 951	4 302 400 000	2 111 821 696
	Investissement .....	17 173 187 000	13 687 561 714	21 398 194 500	2 794 074 561
	<b>TOTAL DEPENSES</b> .....	<b>22 870 832 100</b>	<b>15 831 105 665</b>	<b>25 700 594 500</b>	<b>4 905 896 257</b>

## ANNEXE 12

## RISQUES BUDGETAIRES

(Cautions, garanties, autres risques contingents)

## 1. Endettement

SENELEC : risque significatif à cause des emprunts bancaires élevés, atténué toutefois par l'existence d'un protocole de rééchelonnement de la dette rétrocedée, signé avec l'Etat et rallongeant la période de remboursement de 15 ans avec une période de différé de 15 ans.

## 2. Sociétés nationales ou agences présentant une insuffisance de capitaux propres ou ressources d'exploitation

C'est le cas du CICES, du SOLEIL, de l'APS et de La POSTE qui nécessitent, pour leur relance, une recapitalisation avec un appui financier de l'Etat.

## 3. Tensions sur la rémunération des missions de service public

Elles concernent Dakar Dem Dikk, Le Petit Train de Banlieue, COSAMA, Le Soleil, la RTS, La Poste... Toutefois, dans certains cas, des travaux de mise à jour du modèle de calcul de la rémunération sont en cours.

## 4. Les contentieux sur des créances réclamées à l'Etat

Ces créances sont réclamées par le Port Autonome de Dakar, l'APIX, la SICAP, TRANSRAIL et KING FAHD.

## 5. La liquidation des agences et des entreprises publiques

La dissolution des agences et la privatisation de certaines entreprises entraînent des dépenses relatives à la prise en charge d'un passif important comme c'est le cas pour l'AJEB, le FNPI, l'ANEJ, l'ANPT, l'APROSEN, Dakar Marine et la SIEDEC.

## 6. Actions en justice

Montant cumulé des condamnations susceptibles d'être encourues en 2016, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : 4 milliards FCFA.

## 7. Garanties accordées par l'Etat

L'Etat a avalisé SENELEC dans le cadre du contrat d'achat d'énergie auprès de la société Tobene Power. Le risque sur le budget 2016 serait d'environ 2,4 milliards.



## ANNEXE 13

**MISE EN ŒUVRE DU PLAN  
DE RESTRUCTURATION DES AGENCES  
D'EXECUTION**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration des agences d'exécution, l'Etat du Sénégal a pris une série de mesures en vue d'asseoir une meilleure organisation des agences et structures assimilées et d'optimiser leur coût de fonctionnement.

Ainsi, en 2015, la Commission d'Evaluation des Agences d'Exécution a procédé à la dissolution et à la liquidation de quatre agences d'exécution du secteur de l'emploi (ANEJ, FNPJ, ANAMA et AJEB) et l'érection en lieu et place de l'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ).

Toujours au titre de la rationalisation, les coûts liés notamment aux droits de licenciement étant exorbitants pour le budget de l'Etat concernant l'Agence pour l'Economie et la Maîtrise de l'Energie (AEME) et l'Agence de Promotion du Réseau Hydrographique National (APRHN), il est jugé prudent de procéder de manière progressive, à leur dissolution afin de garantir la soutenabilité budgétaire des frais qui seraient liés à leur liquidation.

Quant à l'ANPT, sa liquidation est en cours.

Par ailleurs, il est prévu la fusion de l'Agence Nationale des Eco-Villages (ANEV) et de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV) et celle de l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA) et de l'Agence nationale de la Maison de l'Outil (ANAMO) en 2016 ou 2017 avec l'option de l'absorption pour soulager le budget de l'Etat à travers la dévolution de tout le patrimoine (actif et passif) à l'une des structures. Un plan de restructuration interne à l'agence maintenue permettra de favoriser la suppression des postes qui seront doublés.

Aussi, dans le cadre de la contractualisation des politiques publiques avec les agences d'exécution en 2015, parmi les dix (10) CDP à signer, sept (07) concernent les agences d'exécution ci-après : Agence nationale de la Grand muraille verte (ANGMV), Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal (ANACIM), Agence sénégalaise pour la promotion des exportations (ASEPEX), Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime (HASSMAR), Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA), l'Agence Nationale de la Petite Enfance et de la Case des Tout petits (ANPECTP), Agence pour le Développement et l'Encadrement des PME (ADEPME).

Le processus est continu et concernera la signature de plusieurs nouveaux CDP en 2016. Toutefois, une étude d'impact préalable à la création des agences d'exécution s'impose avec la prise et la diffusion, auprès des membres du Gouvernement, de la circulaire n° 0043/PM du 20 janvier 2015 portant Etude d'opportunité et d'impact préalable à la création des agences d'exécution avec la fixation à titre indicatif du canevas y relatif.

Enfin relativement à l'encadrement de la rémunération au niveau des agences d'exécution, il est attendu :

- la finalisation du projet de décret abrogeant et remplaçant le décret n° 2012-1314 du 16 novembre 2012 portant classement et fixant la rémunération des directeurs généraux ou directeurs, présidents et membres des conseils de surveillance des agences et des structures administratives similaires et du projet d'arrêté relatif à leurs modalités de classement ;
- et la préparation en cours du projet d'arrêté du MEFP relatif aux minima et maxima de la rémunération du personnel des agences d'exécution.